

Limoges, le 26 mars 2026

**Unité inter-Départementale de la
Corrèze – Creuse et Haute-Vienne
Site de Guéret
Cité administrative - Bâtiment B1
17 place Bonnyaud
23000 Guéret**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MARTINET EURL

Les Genêts
23 160 Azerables

Références : 2026-03-26 UiD232026-016r georisques
Code AIOT : 0006003538

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement MARTINET EURL implanté Les Genêts 23 160 Azerables. L'inspection a été annoncée le 06/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une campagne d'inspections "coup de poing" dite OCP Produits Chimiques menée par les services en charge de l'Inspection des Installations classées à l'échelle régionale.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MARTINET EURL
- Les Genêts 23 160 Azerables
- Code AIOT : 0006003538
- Régime : Déclaration avec contrôle périodique
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MARTINET fabrique des charpentes traditionnelles pour des maisons à ossature bois, des bâtiments agricoles ou industriels.

La société réceptionne des bois déjà taillés en scieries et effectue de l'usinage de précision du bois ainsi que du traitement antifongique.

La société emploie 32 personnes et 1 apprenti le jour de la visite d'inspection.

Contexte de l'inspection :

- Inspection spécialisée produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- BIOCIDES
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, articles 31 et 35	Demande d'action corrective	1 mois
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 17/12/2004, 2.10 de l'Annexe I	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	État des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 17/12/2004, 3.5 de l'Annexe I	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
5	Réalisation du contrôle périodique ICPE	Code de l'environnement du 24/02/2026, article R. 512-55	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- L'exploitant informera son employé de la FDS du SARPECO 9+.
- L'exploitant mettra en place une rétention conforme pour le stockage des produits biocides commandés.
- L'exploitant fera réaliser le contrôle périodique ICPE 2415.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, articles 31 et 35
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : 1°) Un seul produit biocide est utilisé par l'exploitant : le SARPECO 9+ de la société ADKALIS. La FDS n'est, semble-t-il, pas fournie automatiquement par le fournisseur ADKALIS. L'inspecteur a fait télécharger et imprimer la dernière version V11.3 du 06/12/2022 de la FDS pour prise de connaissance et ajout au dossier ICPE. 2°) Au sein de la société, une seule personne est en charge du bac de traitement et de la

<p>manutention du biocide (commande, remplissage, manutention, raccordement du bidon à la machine).</p> <p>L'exploitant indique que celui-ci est équipé de gants, de masque et d'une combinaison spécifique à chaque manipulation.</p> <p>3°) L'exploitant indique que l'opérateur est absent le jour de la visite d'inspection mais qu'il est informé des dangers de manipulation.</p> <p>Dans la pratique, la lecture des pictogrammes et des consignes présents sur les faces des bidons de 215 L de produit biocide indique les dangers principaux du produit.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La FDS doit être demandée au fournisseur du produit biocide à chaque commande si celui-ci ne la fournit pas.</p> <p>La dernière FDS en vigueur au moment de l'achat doit être en possession de l'exploitant qui doit la mettre dans son dossier ICPE.</p> <p>L'exploitant doit informer son personnel qui manipule le produit et lui donner accès à la FDS du produit auquel il est exposé dans le cadre de son travail.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p>Constats :</p> <p>En l'absence de l'employé qui manipule les produits, avec l'aide de la FDS du SARPECO 9+ l'inspecteur en rappelle son contenu :</p> <p>1°) <u>FDS Rubrique 5 : Mesures de lutte contre l'incendie</u></p> <p>=> On note la présence d'un extincteur. La formation via un prestataire extérieur a eu lieu en décembre 2025.</p> <p>2°) <u>FDS Rubrique 6 : Mesures à prendre en cas de déversement</u></p> <p>=> Le manipulateur des produits était absent le jour de la visite d'inspection.</p> <p>Le responsable du site indique qu'il utilise une combinaison et des gants lors de la manipulation des produits.</p> <p>3°) <u>FDS Rubrique 7 : Manipulation et stockage</u></p> <p>=> Le jour de la visite d'inspection, la réception de 2 bidons de 215 Litres de SARPECO 9+ a été faite la veille. Il manque une cuvette de rétention adaptée.</p> <p>4°) <u>FDS Rubrique 13 : Considérations sur l'élimination</u></p> <p>=> Les bidons sont utilisés intégralement puis repris par ADKALIS.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>1°) L'exploitant s'assurera que lui et son employé ont pris connaissance de l'intégralité de la FDS du produit biocide utilisé (SARPECO 9+).</p> <p>2°) L'exploitant doit mettre en place une rétention adaptée au volume maximum commandé (en l'occurrence 2 x 215 Litres).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2004, 2.10 de l'Annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, tels que les diluants ou les solvants, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés ; Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs est contrôlable ; Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres ; La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Elle ne doit pas comporter de dispositif d'évacuation par gravité. Les murs des cuvettes de rétention associées à des stockages constitués exclusivement de récipients de capacité unitaire supérieure à 250 litres ont une stabilité au feu de 4 heures. Les cuvettes de rétention associées à des stockages constitués exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure à 250 litres sont métalliques ou maçonnées ; Les réservoirs et installations de traitement devront être équipés d'un dispositif de sécurité permettant de déceler toute fuite ou débordement et déclencher une alarme ; Une réserve de produits absorbants devra toujours être disponible pour absorber des fuites limitées éventuelles ; Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention ; Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Les installations de traitement non soumises à la réglementation des appareils à pression (bac de trempage...) devront satisfaire, tous les dix-huit mois, à une vérification de l'étanchéité des cuves. Cette vérification, qui pourra être visuelle, sera renouvelée après toute réparation notable ou dans le cas où la cuve de traitement serait restée vide douze mois consécutifs.
Constats : Présence d'un seul biocide utilisé par l'exploitant. La machine d'aspersion est dimensionnée pour 1 bidon. Le problème se situe au moment de la réception des 2 bidons de 215 Litres de SARPECO 9+. L'exploitant mettra en place une rétention adaptée aux règles ci-dessus. L'exploitant transmettra à la DREAL par courriel une photo de la mise en place de cet équipement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : État des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2004, 3.5. de l'Annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.
Constats : Au vu des faibles volumes utilisés sur site, l'exploitant sait dire la quantité de produits commandés et présents sur site. Malgré tout, la formalisation matérielle sur support papier ou informatique dans le "dossier ICPE" de l'exploitant est à mettre en place. L'inspecteur rappelle à l'exploitant le point de contrôle de l'arrêté ministériel du 17/12/2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2415 relative aux installations de mise en œuvre de produits de préservation du bois et matériaux dérivés. L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. Objet du contrôle : <ul style="list-style-type: none">- présence de l'état des stocks (nature et quantité) de produits dangereux ;- présence du plan des stockages de produits dangereux,- conformité des stocks de produits dangereux présents le jour du contrôle (le non respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;- vérification de l'absence (de stockage) de matières dangereuses ou combustibles non nécessaires à l'exploitation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : 1°) L'exploitant mettra en place un état des stocks (nature et quantité) de produits dangereux 2°) L'exploitant mettra en place un plan des stockages de produits dangereux. Il transmettra copie de ces éléments à l'Inspection des Installations classées lorsqu'il les aura réalisés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Réalisation du contrôle périodique ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/02/2026, article R.512-55
Thème(s) : Situation administrative, Contrôle périodique DC Rubrique 2415
Prescription contrôlée : Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à l'obligation de contrôle périodique prévu à l'article L. 512-11 sont fixées à l'annexe de l'article R. 511-9. Toutefois, les installations classées figurant à cette annexe ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : Le contrôle périodique ICPE au titre de la rubrique 2415 n'a pas été réalisé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Après avoir fait réaliser les actions correctives du présent rapport d'inspection, l'exploitant fera réaliser le contrôle périodique ICPE au titre de la rubrique 2415. Il en informera l'Inspection des Installations classées en transmettant le rapport. Il effectuera alors les éventuelles actions correctives à mener et soulevées par ce rapport dans les meilleurs délais.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois